

Liste « à l'initiative d'Ecole Emancipée »

Nos CandidatEs

Bonnet Véronique, LP Surgères, 17
Ferignac Chrystel, Clge Olonne/mer, 85
Habera Nicolas, Clge Leers, 59
Soumaille Valérie, Clge Poitiers, 86
Membres du bureau national du SNEP
Et :
Aubarbier Guy, retraité, 86
Balh Raymond, Clge Strasbourg, 67
Baquet Carole, Ly Le Havre, 76
Bédiée Jean-Damien, Clge Poitiers, 86
Bellesoeur M. France, Ly Ingré, 45
Bellesoeur Etienne, Ly St Jean Braye, 45
Bennejean Cécile, Clge Poitiers, 86
Bertolino Guy, Clge Montpellier, 34
Caubet Philippe, Ly Auxerre, 89
Chaudieu Véronique, Ly Poissy, 78
Coussegal J.Jacques, Clge Montrabé, 31
Ferté Lysiane, Ly Poitiers, 86
Gagnier Gérard, Ly Valence, 26
Geffard Alain, Clge Lorris, 45
Geffard Annick, Clge Lorris, 45
Guillot Gérard, IUFM Poitiers, 86
Joly Dominique, Clge Chauvigny, 86
Laget Emmanuel, EREA Ch. d'Olonne, 85
Laguillaumie Pierre, Retraité, 89
Lajaumont Sonia, Ly Limoges, 87
Laurentin Marie-Pierre, LP Poitiers, 86
Maratier Josy, Clge Saujon, 17
Maillet Jean, Ly Montargis, 45
Maillet Toinette, Retraîtée, 45
Pénitot Jacques, Retraité, StDenisRéunion

« Avec l'ÉÉ, je lutte des classes »

La période est rude pour les salariéEs, les privéEs d'emploi, les jeunes, les retraitéEs. Le syndicalisme, dont on attend beaucoup, est en grande difficulté face à la violence du capitalisme et aux dégâts qu'il engendre. Les militantEs de l'ÉÉ se retrouvent, avec d'autres, dans les luttes pour combattre les politiques régressives, porter débats et propositions, refuser fatalisme ou accompagnement des « réformes » Sarkozy. C'est sur ces bases que s'est constituée cette « liste à l'initiative de l'ÉÉ ».

Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère...

Les milliards offerts aux banques, les cadeaux faits aux riches, le détricotage permanent de l'Etat social, les exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons, la remise en cause du droit du travail, la réduction des services publics ... sont le fait d'un pouvoir à la solde du marché et du patronat.

Les libéraux mènent et gagnent, pour l'instant, la guerre des classes. Emploi, salaires, retraites, santé, éducation, justice, libertés... aucun secteur n'échappe à leurs attaques qui transforment et détériorent notre quotidien. En confisquant une part croissante des richesses produites au profit des actionnaires, ils mettent en péril toutes les solidarités conquises par le salariat. **De cette société là, on n'en veut pas !**

Nos vies valent plus que leurs profits !

Droit du travail, protection sociale, les régressions se multiplient. Travail le dimanche, heures supplémentaires, contrats précaires, temps partiels imposés, mobilité, flexibilité se sont développés au seul bénéfice du patronat. Simultanément, les conditions pour percevoir l'assurance chômage se durcissent, les franchises médicales et les remboursements se développent, l'âge légal de départ à la retraite recule et la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein augmente.

Pour une autre répartition des richesses : De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat !

Les moyens de développer une protection sociale solidaire pour touTEs existent! Le PIB de la France ne cesse d'augmenter. Reprendre au capital les 10% de richesses qu'il s'est accaparé au détriment des salariéEs, tel est l'enjeu des luttes sociales à venir. Augmenter les salaires et les cotisations sociales patronales, développer l'emploi doivent

être nos exigences pour assurer les recettes de la solidarité constitutive des droits sociaux collectifs auquel nous sommes attachéEs.

Public, privé, solidarité ! Tous ensemble, tous ensemble mais pour gagner !

Aux attaques brutales du libéralisme, coordonnées au niveau Européen, confortées et relayées par le FMI, il faut opposer la détermination et la combativité des mouvements sociaux. Bloquer les réalisations et projets de ce gouvernement Sarkozyen soumis aux ordres du patronat et aux intérêts du capital financier, exige la construction d'un rapport de force à la hauteur d'une grève générale capable de bloquer le pays.

Ces orientations, l'ÉÉ les porte au débat dans la FSU et ses syndicats, dont le SNEP. Le syndicalisme de transformation sociale, dont nous nous réclamons tous, mérite d'être interrogé sur ses stratégie, mandats et méthode pour construire une alternative au capitalisme.

Notre classe sociale, nos luttes, nos espoirs.

Depuis l'automne 2008, les conflits sociaux se succèdent et marquent le refus des salariéEs, de payer les frais d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Malgré la stratégie syndicale de grèves saute-mouton, les manifestations monstres de janvier et mars 2009 ont démontré que les exigences sociales de justice et d'égalité, les résistances au libéralisme déjà présentes dans le rejet du TCE en 2005, demeuraient profondément ancrées dans la population.

Le sentiment d'injustice lié aux réformes imposées par Sarkozy et son gouvernement a généré, contre la réforme des retraites, une mobilisation comme jamais depuis 1968.

Avec une unité syndicale totale, un mouvement social et populaire puissant, des secteurs « stratégiques » engagés dans la grève reproductible, les conditions pour faire reculer Sarkozy existaient. Mais, dans ce front unitaire, les stratégies et revendications différentes, trop visibles, n'ont pas permis d'obtenir le retrait du projet de réforme des retraites. Pour gagner il fallait accepter l'idée d'une lutte frontale avec le pouvoir ce qui n'a pas été le cas de confédérations travaillant plus à ouvrir des espaces de négociations qu'à se dresser contre le capitalisme et ses régressions, au risque de faire chuter le gouvernement.

Si cette unité intersyndicale fragile a été un puissant facteur de mobilisation, son ciment effectif a été le fait de toutes les actions menées entre les temps forts par des équipes intersyndicales combattives, se réunissant en AG interprofessionnelles, innovant des formes d'actions revendicatives pour bloquer l'économie, apportant un soutien actif aux secteurs en grève reproductible. Cette activité, multiforme et démocratique, initiée à la base, généralisée à tout le pays malgré l'absence de mots d'ordre nationaux, a empêché toute sortie trop rapide de l'intersyndicale. C'est une des leçons que l'ÉÉ tire de l'action des derniers mois. Elle aussi mérite débat.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

Avec le mouvement social sur les retraites, des moments de vraie solidarité, un retour à la confiance en l'action collective se sont construits; La population a pris conscience de la réalité de la politique du gouvernement ce qui a modifié et élargi les revendications : la question des retraites a été dépassée et la cohérence de toutes les réformes en cours s'est imposée. La population s'est donc élevée contre Sarkozy, contre ce gouvernement au service des riches, sa politique de lutte des classes et de guerre sociale.

Pas question donc d'enterrer le mouvement sur les retraites au nom d'une loi promulguée. Pas question de

laisser derrière nous ces acquis de lutte pour se concentrer sur l'éducation.

A l'ÉÉ, nous soutenons qu'il faut poursuivre sur tous les plans, mener toutes les batailles, c'est le message que nous portons au SNEP.

Forums sociaux, collectifs, coordinations, intersyndicales interprofessionnelles, de la fonction publique, de l'Éducation, AG, sont autant de cadres qui doivent permettre de développer la compréhension des politiques libérales mortifères, de les combattre et de construire une alternative au capitalisme par la lutte, sur tous les fronts.

Faut des moyens, pas 3 fois rien, il faut des postes, faut du fric pour l'service public¹

Dans sa guerre de classe, le gouvernement procède, avec la RGPP, à un gigantesque plan social. Les 100 000 suppressions d'emplois subies depuis 2007, augmentées des 34 000 de 2011, entraînent la dégradation de la qualité du service rendu aux usagers et des conditions de travail des personnels. Ces suppressions de postes, associées au recours au travail précaire, font baisser le coût du travail, dégradent le statut de fonctionnaire et préparent, de facto, une privatisation susceptible de satisfaire les appétits du capital.

Reconquérir ces pans entiers partiellement ou totalement privatisés pour être livrés au marché, les resocialiser et développer de nouveaux services publics là où les besoins s'expriment (petite enfance, vieillesse, banque...), doit être aussi un objectif de luttes.

L'école publique libérale, c'est l'école minimale

Le service public d'Éducation, 1er budget de l'État par le nombre de ses agents, est la première victime de cette politique agressive, avec, en 4 ans près de 60 000 suppressions de postes d'enseignants, de personnels administratifs, sociaux, de santé,

d'orientation et de vie scolaire. Classes surchargées, heures supplémentaires, recours aux personnels précaires, services partagés sur plusieurs établissements... se sont généralisés, aggravant le malaise de professions conscientes d'assister à une transformation profonde et radicale de l'École.

Confrontée à la persistance d'un échec scolaire souvent corrélé aux origines sociales, l'École croule sous l'avalanche de réformes qui, loin d'améliorer la réussite des élèves, accentuent inégalités et tri social. La politique éducative libérale européenne façonne une École publique minimale. Loin de viser la réussite et l'émancipation de touTEs, elle travaille l'employabilité d'une partie de la jeunesse en se centrant sur des savoirs et des compétences « de base » satisfaisant les entreprises.

Dans tous les quartiers, dans toutes les régions, un même droit à l'Éducation !

Alors que la mixité sociale et scolaire des jeunes dans tous les établissements est une condition essentielle à la réussite de touTEs, la libéralisation de la carte scolaire, la mise en concurrence des personnels et des établissements autonomisés, l'externalisation de la lutte contre l'échec scolaire créent de véritables ghettos et accentuent la marchandisation de l'éducation. - déjà fleurissent les officines qui proposent leurs forfaits en fonction des moyens des familles.

A l'opposé de ce que proposent socle commun ou réformes des Lycées et LP, l'École doit, pour former aux grands enjeux de société, développer, pour touTEs, une lecture critique du monde et, pour cela, mieux reconnaître les apports de toutes les disciplines, notamment des disciplines artistiques, technologiques et techniques et, bien sûr de l'éducation physique.

A l'heure du grand débat sur les rythmes scolaires, il s'agit bien pour nous de réaffirmer l'EPS comme discipline scolaire, partie prenante, à l'instar des autres enseignements, d'un service public d'éducation visant la réussite de tous les jeunes et

¹ Sur l'air de Bella Ciao

l'avènement d'une société plus juste et solidaire.

Pour cela, un syndicalisme unitaire et unifiant

Le SNEP a maintes fois fait la preuve de sa capacité à mobiliser, au-delà des seulEs syndiquéEs, sur les questions relatives à l'EPS, au sport scolaire et aux sports. Sa représentativité est incontestable. Le succès de la fréquentation des EPSiliades en est une preuve récente.

Mais, au regard des enjeux, le SNEP doit jouer collectif et inscrire sa démarche revendicative dans un cadre unitaire. Si son champ d'action est spécifique, les coups portés à l'EPS et les réponses revendicatives ne le sont pas.

A l'ÉE, nous pensons que les nouveaux programmes d'EPS, l'accompagnement éducatif, l'expérimentation du dispositif « cours le matin, sport l'après-midi »,

ne sont pas des attaques ciblant spécifiquement l'EPS, mais bien les conséquences des politiques libérales qui affectent droits et acquis sociaux, services publics et Ecole, de la maternelle à l'université.

Travaillons dans la FSU, à l'élaboration de mandats susceptibles d'être portés par tous ses syndicats et nous lui permettrons de peser sur ses partenaires, et avec eux de faire gagner nos revendications, y compris spécifiques.

Contribuons au sein de la FSU, à la construction d'un projet éducatif alternatif pour l'école et la formation. Dessinons, en actes, cette école pour la réussite de touTEs, publique, laïque, gratuite, démocratique donc critique, et définissons l'EPS qui va avec. Si les APSA en sont le contenu, pour devenir savoir critique elles doivent être débarrassées des valeurs capitalistes du sport institué (compétitivité, rendement, sélection...)

Ce sport institué, dont l'évolution va de pair avec la mondialisation du capital, ne véhicule que les valeurs de la classe dominante.

Refus des HSA, refus d'être tuteur, refus de renseigner le livret de compétences, lutte contre la réforme des lycées, voilà autant d'actions à inscrire de concert avec le SNES, le SNUEP, le SNUipp, le SNEsup, dans le cadre des 20 propositions de la FSU pour l'école.

Ceci implique des mots d'ordre clairs, mobilisateurs, et l'offre d'un cadre unitaire de résistance pour un mouvement de désobéissance collective.

Nous appelons touTEs celles et ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à renforcer la place de l'ÉE au SNEP. Votez et faites voter pour la liste « à l'initiative de l'ÉE » !!